

PRÉSIDENTIELLE

peuple de France

Il l'aura, en tous les cas, mis, en bonne position, pour influencer, après le 6 mai, sur le cours de bien des événements.

A ce moment-là, Jean-Luc Mélenchon pourra venir en Algérie, comme il l'a promis, et le peuple algérien écouterà ce qu'il sera venu lui dire de vive voix.

A la veille du Cinquantenaire de l'Indépendance, cela revêtera la valeur d'un symbole et d'un signal très forts, sachant ce que le leader du Front de gauche représentera comme poids politique, en phase ou non, avec François Hollande dont on connaît, déjà, la position puisqu'il est venu, ici à Alger, la défendre personnellement.

C'est ce dernier qui semble être le mieux placé et le plus près de la ligne d'arrivée, muni d'un réservoir de voix plus important que son concurrent du 2^e tour, même s'il faut rester prudent, une élection n'étant jamais jouée d'avance, a fortiori, lorsqu'il s'agit d'une élection présidentielle.

Ceci dit, qu'est-ce que l'Algérie peut prétendre y gagner politiquement et économiquement ? Difficile de le dire d'emblée.

D'abord parce que, en règle générale, le pouvoir exécutif français, quelle que soit sa couleur, est prisonnier des grands corps de l'Etat connus pour leur conservatisme et leur forte résistance aux grands bouleversements. Nicolas Sarkozy qui s'était présenté comme «candidat du peuple» n'a-t-il pas, lui-même, au début de sa campagne, accusé l'establishment de l'avoir trahi en sabotant l'exécution de ses grands projets ?

La seconde raison tient au fait que le programme de François Hollande prévoit de mettre la France au régime du pain sec jusqu'en 2016 : plus de délocalisations, priorité à l'investissement national créateur d'emplois et recentrage sur les intérêts stricts du pays avec pour objectif la réduction drastique de la dette publique, l'introduction de coupes sombres dans les dépenses publiques et la révision de la politique sociale, y compris le chapitre relatif aux retraites



Jean-Luc Mélenchon.

pour sauver le modèle français qui ambitionne, à la manière des Scandinaves, de limiter les hauts revenus et d'empêcher les salaires de descendre au-dessous d'un seuil vital.

Le candidat socialiste envisage même de réguler les flux migratoires et de faire fixer leur taux, annuellement, par le Parlement, menaçant de réviser le traité de Lisbonne et les accords de Schengen, son œil demeurant rivé sur le rééquilibrage des relations de son pays avec l'Allemagne, la locomotive économique de l'Europe.

Pour le reste, on devrait s'attendre à un désengagement de la France des champs de bataille où l'a conduite le bellicisme de Sarkozy, une prise de distance avec les USA et l'OTAN, une plus grande circonspec-

tion dans la gestion des dossiers syrien et iranien, plus de respect pour la Chine et l'Afrique éclaboussée par le discours de Dakar et une rapide normalisation des rapports avec la Turquie, brouillés par le vote de la récente loi sur le génocide arménien.

Et l'Algérie dans tout cela ?

A priori et à terme, l'Algérie ne pourra tirer un avantage tangible d'une succession socialiste que sur deux registres essentiels ; celui de la mémoire, en priorité : la loi glorifiant l'occupation et le discours prononcé par Sarkozy à l'Université de Constantine qui valut à un jeune étudiant une peine infamante, pour en avoir dénoncé le propos hautain et paternaliste, devront être remisés dans les archives poussiéreuses de la

République française. Et seul un geste de reconnaissance des crimes de l'Etat colonial, accompli, avec la solennité qui convient, par le nouveau pouvoir, pourra en effacer les séquelles.

La porte sera, dès lors, ouverte à la révision des nombreux textes régissant les relations entre les deux Etats, aujourd'hui largement dépassés et pourquoi pas, la reprise des discussions sur un possible Traité d'amitié, conclu sur la base du respect et des intérêts, bien compris des deux peuples.

Celui-ci relancera une coopération privilégiée fondée sur le donnant-donnant : l'énergie contre la technologie, un deal qui sécurisera l'approvisionnement de la France en hydrocarbures et permettra à l'Algérie de moderniser son économie et négocier, en bonne position, le virage de l'après-pétrole, à la condition, bien sûr, de commencer à balayer devant sa propre porte. Autrement dit, d'accepter l'émergence, ici aussi, d'un nouveau pouvoir dirigé par les jeunes élites, intègres et compétentes capables de mettre, résolument, le cap sur la réalisation de grandes ambitions en se libérant du bricolage des politicards à la petite semaine qui en sont encore à rivaliser de zèle pour placer à la tête des listes électorales qui un frère, qui une épouse et qui un fils, pensant que la corruption vaut l'intelligence.

Vous me direz que Sarkozy avait tenté de le faire, l'année dernière, en plaçant son fils à la tête d'un organisme juteux.

Mais, là-bas, les vigiles de la méritocratie l'ont renvoyé, dare-dare, à ses chères études, le priant d'aller réviser son cours sur la politique et la morale... Ainsi que les Sénégalais l'ont fait, pacifiquement, dans l'honneur et la paix, en invitant les Wade, père et fils, à rentrer chez eux sans trop insister... «La religion appartient à Dieu et la Nation à tous», avait dit Makram Obeid, le vice-président du Wafd égyptien historique qui en a fait sa devise...

M. B.

SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ PUBLIQUE (S.N.P.S.S.P.)

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République

Excellence,
Permettez-nous de solliciter votre attention, en tant qu'ultime recours en votre qualité de garant des droits consacrés par la Constitution, en particulier le droit à la santé de nos concitoyens, gravement hypothéqué, ainsi que le droit au libre exercice du droit syndical, ouvertement bafoué.

Excellence, que notre syndicat s'en remette à vous par le biais d'une lettre ouverte témoigne de la faillite de tous les canaux de dialogue au niveau du ministère de la Santé, et les grèves répétées des praticiens spécialistes de la santé publique, loin de participer d'une tendance anarchisante, constituent un symptôme de profond marasme et de déliquescence du secteur de la santé.

Monsieur le Président,
En effet, et en dépit des moyens colossaux investis par l'Etat pour assurer une prise en charge sanitaire de notre population à la hauteur de ses aspirations, force est de constater que la gestion des ressources humaines par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'est inscrite totalement à contre-sens de cet objectif, participant pour une part importante aux dysfonctionnements du système de santé avec leurs répercussions négatives sur la prise en charge du malade.

Plus particulièrement, les praticiens spécialistes de la santé publique, l'un des corps les plus qualifiés et principal levier de performance du secteur, sont victimes contre toute logique, d'un processus de dévalorisation et de régression statutaire entamé depuis 1993, date de l'explicable abrogation de la progression de carrière, réduite alors à un grade unique.

Depuis lors, l'essence de toute la revendication des spécialistes de santé publique à travers les demandes d'amendement du statut ne concerne pas des exigences inédites, mais ne vise qu'à renouer avec les dispositions originelles contenues dans les statuts de 1982 et 1991.

Monsieur le Président,
Le rétablissement de la carrière dans le statut d'octobre 2002, que vous avez signé, a été un début de réhabilitation. Mais au lieu de poursuivre dans cette voie en remédiant à ses insuffisances à la faveur du nouveau statut de novembre 2009, nous avons assisté à une nouvelle régression par rapport au statut de 2002, sous la forme d'une progression de carrière tronquée, vidée de sa substance. La grande désillusion qu'a constituée ce nouveau statut a eu comme conséquence une véritable saignée parmi les praticiens spécialistes de santé publique, ruinant tout espoir de voir se constituer des équipes soignantes stables et performantes à travers tout le territoire national.

Un projet d'amendement de statut particulier, finalisé conjointement avec notre tutelle, en vue de réparer ces insuffisances est en souffrance au niveau des services de la Fonction publique depuis plus d'une année, sans qu'aucune suite n'y soit donnée.

De même, le régime indemnitaire promulgué ne correspond pas à notre niveau universitaire, d'où notre demande qu'il soit révisé, demande restée sans réponse.

Monsieur le Président,
En raison de ce qui précède, la formation en masse de praticiens spécialistes, qui bénéficie de tout le soutien de l'Etat, n'a que peu amélioré la couverture sanitaire tant les déperditions sont massives par les départs vers le secteur privé et l'étranger, notamment en raison d'un statut nettement dévalorisé par rapport aux autres spécialistes du secteur public, à égale pratique médicale spécialisée.

Plus grave, des dispositions discriminatoires injustes en matière d'imposition sur les revenus accentuent ces disparités. Vigoureusement dénoncées, elles perdurent encore avec l'assentiment des pouvoirs publics.

Monsieur le Président,
Le service civil, imposé aux seuls médecins spécialistes de la santé publique, sert de prétexte au ministère de la Santé pour afficher des chiffres de couverture sanitaire

factices tant le dispositif souffre d'insuffisances et de dysfonctionnements. Par son caractère coercitif, il accentue la désaffection pour la carrière en santé publique et fragilise davantage notre secteur public de la santé. Malheureusement, nos propositions de mesures incitatives en lieu et place d'un service civil coercitif, formulées depuis plusieurs années, essuient un refus catégorique de notre tutelle.

Monsieur le Président,
Notre tutelle nous refuse le statut de partenaire social à part entière, remet en question notre droit à la négociation consacré dans nos lois et nous dénie le droit de recourir à la grève comme dernier recours devant son refus de respecter ses engagements.

En effet, non seulement le ministère de la Santé a renié des engagements solennels contractés à plusieurs reprises avec notre syndicat, mais il a mis en branle une batterie de mesures répressives disproportionnées en violation de la loi syndicale et de vos instructions visant à l'instauration d'un dialogue social effectif.

En plus d'être injuste, ce comportement du ministère de la Santé est une atteinte à la dignité des praticiens spécialistes qui ont maintenu le système de santé en activité lors des périodes les plus difficiles qu'a connues le pays.

Monsieur le Président, c'est pleinement convaincus de votre volonté d'asseoir un système de santé performant et de la reconnaissance que vous témoignez à toutes les élites de ce pays que nous en appelons à votre intervention pour nous rétablir dans nos droits, afin de préserver notre système de santé et garantir le droit constitutionnel de l'accès aux soins spécialisés pour tous nos concitoyens, d'une part, et de garantir le libre exercice syndical, d'autre part.

Avec l'expression de toute notre considération et de notre profond respect.

P/LE SNPSSP
Le président